

## Réflexions sur le développement durable en Albanie

Feruni L.

*in*

Lerin F. (ed.), Civici A. (ed.).  
L'Albanie, une agriculture en transition

Montpellier : CIHEAM  
Options Méditerranéennes : Série B. Etudes et Recherches; n. 15

1997  
pages 237-243

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=C1970338>

To cite this article / Pour citer cet article

Feruni L. **Réflexions sur le développement durable en Albanie.** In : Lerin F. (ed.), Civici A. (ed.). *L'Albanie, une agriculture en transition.* Montpellier : CIHEAM, 1997. p. 237-243 (Options Méditerranéennes : Série B. Etudes et Recherches; n. 15)



<http://www.ciheam.org/>  
<http://om.ciheam.org/>

# Réflexions sur le développement durable en Albanie

Lavdosh Feruni

IFDC (International Fertilizer Development Center), Tirana (Albanie)

## I – Introduction

Avec le renversement du système totalitaire, l'Albanie a été confronté au défi de la mise au point d'une réforme économique et d'une stratégie de développement du pays. Le slogan politique était «*allons vers l'Europe*»... le tout était (et est encore) de savoir comment ? Ce qui est une question d'autant plus difficile qu'au sein même de l'Union européenne de nombreuses critiques ont été formulées sur les voies de croissance suivies qui, dans de nombreux cas, ont créé des problèmes sociaux et environnementaux importants.

Les transformations en Albanie sont rapides et massives, ce qui rend particulièrement difficile la recherche de solutions. La croissance économique s'est située en 1994 et 1995 à des niveaux élevés : 11% et 8%. On constate cependant, du point de vue du secteur rural, l'apparition de mécanismes de développement non-durable et une dépopulation rurale rapide.

Cet article essaie de donner des arguments montrant que le pourcentage élevé de la population rurale dans le pays n'est pas entièrement le résultat de la contrainte exercée par le régime précédent sur les mouvements de population. Il est également l'expression d'une continuité historique liée aux conditions géographiques du pays. De ce fait, il nous semble que toute politique qui stimulerait le processus de dépopulation rurale ou qui s'appuierait seulement sur les forces du marché conduirait vers un modèle de développement non durable.

## II – Le profil rural au cours de la période de transition

Environ 60% de la population nationale vit actuellement dans les zones rurales. Les mouvements et les réformes démocratiques des années 1990 ont transformé les coopératives et les exploitations d'Etat en 400 000 nouveaux exploitants privés disposant de petites exploitations. Ce nouveau secteur fait face à des problèmes inédits concernant la fourniture d'intrants, la commercialisation, le crédit, devenant encore plus graves dans les zones rurales éloignées.

La faible disponibilité en terre est une caractéristique fondamentale de l'économie rurale albanaise. La superficie moyenne par famille est de 1,4 ha et dans quatre districts elle descend très en dessous du niveau d'autosuffisance. Mais il faut souligner que la majorité des fermes pratiquent l'élevage (une vache et/ou de une à dix brebis ou chèvres) et qu'il existe 900 000 ha de pâturages à la disposition des exploitations qui permettent de compléter les revenus.

Dans les districts de montagne, les disponibilités en terre sont insuffisantes et les superficies en général inférieures à un hectare par famille. Dans le système antérieur, les populations des montagnes étaient soutenues par des subventions ; les coopératives agricoles et les entreprises d'Etat en zones de colline et de montagne payaient moins pour leurs intrants et obtenaient plus de revenus que les unités de plaine. Actuellement, la majorité des exploitants se sont orientés vers l'autosuffisance et préfèrent stocker leur blé et produire du pain. La spécialisation reste faible, comme la culture des plantes industrielles, transformées hors de l'exploitation.

L'agriculture reste le secteur le plus important de l'économie albanaise : la contribution de ce secteur au PIB a été de 35% dans les années 1980, 41% en 1991 et 50% en 1992 (dont la moitié pour l'élevage). Le secteur occupe environ 50% de la main-d'oeuvre. Le nombre de personnes par unité de terre cultivable (5,7) est parmi le plus élevé de l'Europe de l'Est et du Sud.

La production agricole a diminué d'une façon drastique au cours des années 1989-1991 et l'Albanie, pays exportateur, s'est transformé en un pays dépendant des aides alimentaires et du commerce extérieur de produits agricoles. Ce phénomène est lié à plusieurs facteurs, dont la confusion créée par la destruction des coopératives agricoles ainsi que la pénurie d'intrants. Au cours des années 1992, 1993, 1994, les rythmes d'accroissement de la production agricole ont été élevés, soit respectivement de 18%, 14,4% et 8,2% (Banque Mondiale, 1994). Les défauts d'infrastructure et les problèmes de réorganisation risquent de limiter cette croissance pour les prochaines années.

## 1. Durabilité et mouvements de population

Au début de l'année 1993, l'Albanie comptait presque 3,2 millions d'habitants. La population s'est accrue sensiblement depuis le début de ce siècle (800 000 habitants), surtout dès la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Le plus fort accroissement a eu lieu entre 1977 et 1988 (+2,1%, le plus élevé d'Europe). La majorité de la population est rurale, résultat de conditions géographiques et historiques (1923 : 84,1% ; 1950 : 79,5% ; 1960 : 69,1% à la suite de la politique d'industrialisation). De 1960 à 1990, la baisse de la population rurale s'est ralentie (64,5% en 1990) en raison d'une politique de contrôle des mouvements de population et de développement des zones montagneuses (agricultures, mines, etc.).

Dans le cadre de la réforme politique et économique, la libre circulation faisait partie des toutes premières améliorations des droits de l'homme. Les forces du marché commencèrent à orienter les mouvements de population aboutissant à une diminution de la population rurale. En une année les zones rurales perdaient 1,7% de leur population et, en 1993, elles ne représentaient plus que 61,8% du total. Cette migration a principalement concerné les districts montagneux qui ont perdu au cours des quatre dernières années 2,9% de leur population, tandis que ceux des plaines ont augmenté de 1,6% (AgriSwiss, 1994). La migration internationale a également été importante (300 000 Albanais en Grèce notamment). La capitale, Tirana, s'est gonflée de ce flux de migrants ; 452 234 habitants étaient enregistrés au 31 décembre 1994, soit plus de +17,7% par rapport à 1993 (Institut des Statistiques, 1995). On estime que Tirana compte, fin 1995, plus de 500 000 habitants.

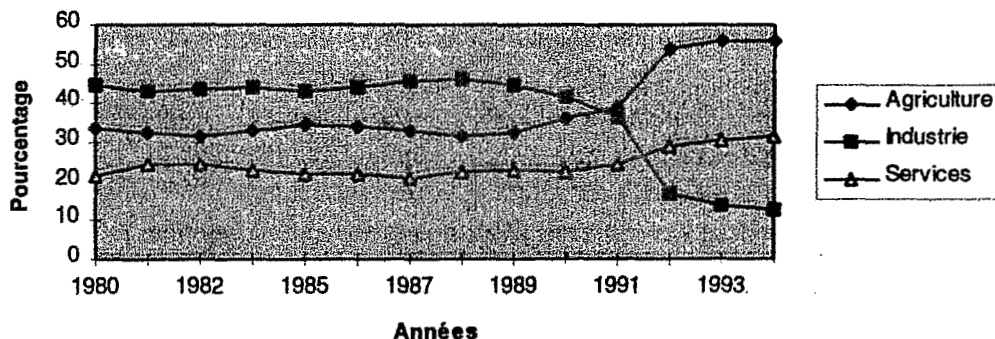
Sur la base des tendances observées, la population rurale devrait cesser d'être majoritaire aux alentours de l'an 2000. Les enquêtes d'opinion menées (Belalla S. *et al.* ; Canco G. *et al.*, 1995) confirment que les habitants des zones rurales voient leur avenir en ville.

## 2. Équilibres économiques et écologiques des campagnes

Toutefois, l'expérience internationale montre que ce phénomène de dépopulation important des zones rurales aboutit à la destruction des équilibres sociaux et écologiques. La concentration de la population rurale dans les zones de plaine, le niveau de croissance économique et la forte demande urbaine, devraient aboutir à l'application d'un modèle intensif de culture, dont les avantages techniques sont évidents, mais qui aboutira également à une détérioration écologique.

Or, l'Albanie est historiquement un pays rural, qui l'est resté, notamment parce que sa faible dimension rendait le processus d'industrialisation difficile. L'importance de la population rurale n'est donc pas seulement due à la politique autoritaire du régime communiste. La structure actuelle de l'économie nationale montre d'ailleurs que cette tendance est toujours à l'oeuvre puisque le secteur occupe encore 50% du PIB, au moins pour un temps.

La structure sectorielle de l'économie devrait permettre un ralentissement de la dépopulation rurale. L'agriculture occupe encore environ 50% de l'économie du pays. Cette situation ne nous semble pas conjoncturelle ; il semble que l'Albanie soit en train de retrouver le profil économique des années 1930 où dominaient l'agriculture et l'agro-industrie (avec une technologie primitive). Le secteur agricole assure l'essentiel de la croissance économique (Figure 1).

**Figure 1. Production Générale Intérieure selon l'origine des secteurs**


Source: World Bank, 1994, *Albania building a new economy*; ACFIP, 1995, *Albania a growing country*.

### III – La stabilité sociale

La stabilité sociale est définie comme une «aptitude» à maintenir les valeurs sociales désirables, les traditions, les cultures et d'autres caractéristiques sociales (Barbier, 1987). Elle comprend, dans le cadre du développement rural, la grandeur et la nature du village, la structure de la population (âge et sexe). Les villages albanais représentent une continuité historique de la communauté rurale. Leur administration est restée autonome au cours des 450 années de l'occupation ottomane et ont survécu aussi au cours des décennies du coopératisme forcé. Les villages sont donc des entités structurantes et s'accompagnent d'un fort sentiment d'identité. Ils gèrent traditionnellement les ressources telles que les pâturages et les eaux et ont servi comme unité de base pour le développement local.

L'environnement social sain dans les zones rurales représente un grand potentiel pour le développement rural durable. La taille des villages et leur structure de population sont des facteurs permettant de créer une communauté disposant de valeurs communes.

La taille moyenne de la famille dans les zones rurales est de 5,25 membres. Les familles de 4 à 6 membres ont augmenté au cours de ces trois dernières décennies (de 39,1% à 53,7%) tandis que le groupe de 7 à 10 membres a diminué (de 32,5% à 24,1%).

La population moyenne d'un village est de 688 habitants et seulement 8% des villages ont moins de 200 habitants. La majorité des villages comprend entre 200 et 700 habitants.

Les communes (315 au total) qui, dans la plupart des cas, recouvrent les territoires des ex-coopératives comprennent en moyenne neuf villages avec une population moyenne de 6 332 habitants. Le niveau d'éducation est globalement bon. Les chefs de famille ont une formation moyenne de huit années de scolarité. Le nombre d'écoles primaires (cycle de 8 ans) dans les zones urbaines a augmenté de 1 187 à 1 481. En 1990, dans les seules coopératives agricoles, on comptait 2 276 centres médicaux permanents et 28 090 lits, contre 504 et 26 025 dans les zones urbaines (Annuaire Statistique de l'Albanie, 1991).

Il faut cependant constater que la situation s'est dégradée depuis le début des années 1990, notamment pour ce qui concerne le nombre d'élèves qui a été sensiblement réduit. Ce phénomène résulte de deux raisons économiques : l'emploi des enfants pour soigner les animaux et l'éloignement des maîtres, en raison des bas salaires et du manque de motivation. Ainsi, au cours de l'année 1994/95, dans les villages, les écoles ont été fréquentées par 17 000 élèves de moins que l'année précédente. Il faut aussi souligner qu'une grande partie du personnel qualifié (agronomes, économistes) qui travaillaient auparavant dans les coopératives et les entreprises agricoles ont cessé leurs activités.

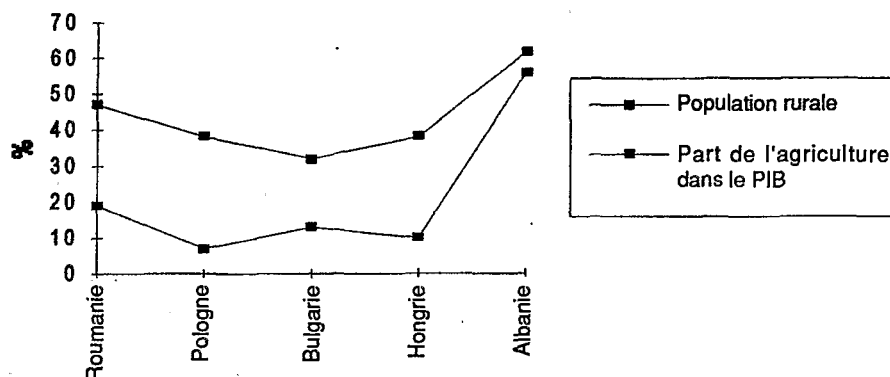
Trois raisons principales nous semblent militer aujourd'hui en faveur d'un développement durable de l'espace rural :

- le village albanais est une entité consolidée comme nous l'avons vu ci-dessus ;

- les espaces ruraux en général sont relativement propres écologiquement, riches d'une flore et d'une faune diversifiées ;
- paradoxalement, le fait que l'Albanie soit dans un stade de développement relativement arriéré, devrait permettre aux décideurs de chercher et d'appliquer facilement des stratégies et des politiques compatibles avec les conceptions actuelles du développement durable, en profitant de l'expérience des pays développés.

Cela supposerait de prendre des dispositions fortes concernant certains phénomènes qui ont des effets irréversibles, comme la dépopulation rurale rapide et l'érosion génétique. Faute de ces mesures politiques, une instabilité sociale pourrait s'installer dans les structures des campagnes albanaises.

Figure 2. Population rurale et part de l'agriculture dans le PIB dans quelques pays en transition



\* Pour l'Albanie les données concernent l'année 1993.

Sources: World Bank, 1993 *World Development report*; Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation de l'Albanie.

La plupart de ceux qui soutiennent l'idée que l'Albanie doit stimuler les transformations structurelles de l'agriculture croient que c'est la voie qui permettra d'assurer la croissance économique du secteur et de l'économie en général. Leur raisonnement repose, d'un point de vue économique, principalement sur le principe des économies d'échelle. Ils pensent que la taille des exploitations doit être agrandie, que leur degré de mécanisation, leur capital variable et fixe par unité de surface doivent être accrus et que la spécialisation va contribuer à la croissance de la production et des rendements du travail.

La structuration de l'agriculture est un phénomène continu des 50 dernières années en Europe. Les changements structurels en agriculture peuvent être compris aussi comme une conséquence du bas prix des ressources énergétiques non organiques – ce qui rendait cette forme d'énergie, comme les intrants, guère plus chère que le sol et le travail.

Les arguments théoriques (économiques) et l'expérience à peu près universelle de ce type de développement a créé la conviction chez de nombreux spécialistes et décideurs que, pour que l'Albanie rejoigne l'Europe, il n'y avait qu'une seule voie à suivre, souvent qualifiée de «productiviste». Nous contestons cette simplification. Il existe aujourd'hui en Europe même de nombreux courants qui contestent cette voie suivie, qui a créé beaucoup de problèmes sociaux et environnementaux.

Le développement d'une agriculture industrielle a conduit à une dépopulation rurale de l'Europe occidentale. La diminution du nombre des exploitations et des agriculteurs a été suivie par une chute des services ruraux et une «déprise rurale générale». La structure d'âge des zones rurales se dégrade continuellement (vieillesse). Un cercle vicieux entre le dépeuplement et la réduction des infrastructures s'installe (transports, écoles, etc.). La diversité culturelle est aussi menacée à la suite de l'introduction de nouveaux modes de vie et de valeurs plus homogènes.

Ce modèle productiviste a par ailleurs eu des conséquences écologiques défavorables, dans certains cas aboutissant à la destruction complète des écosystèmes ou à la pollution parfois irréversible des ressources naturelles (eaux de surface, nappes phréatiques, sols, forêts...).

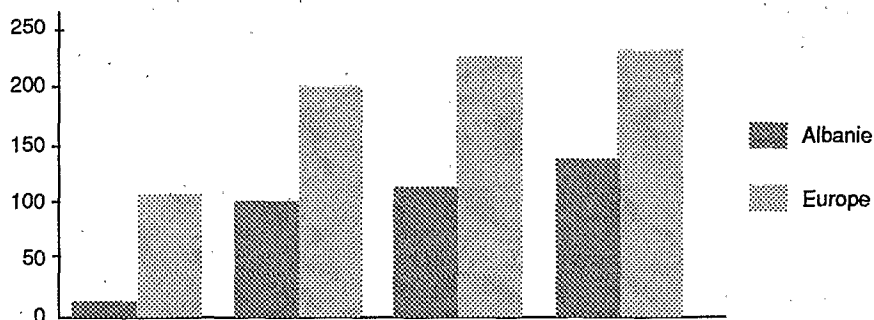
L'Albanie jouit de caractéristiques spécifiques qui pourraient permettre de limiter les avantages supposés de ce modèle productiviste. D'abord, la superficie rurale est dominée par des reliefs montagneux (plus de 60% du territoire). Ensuite, les terres labourables sont caractérisées par une fragmentation naturelle. Les économies d'échelle sont donc souvent difficiles. Il faut également ajouter que les possibilités de mécanisation sont également limitées étant donné les caractéristiques du terrain (38% des terres avec une pente de plus de 5%, 19% des terres avec une pente de plus de 25%). Une récente étude du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation estime que seulement 64% des terres peuvent être travaillées avec des tracteurs, ce qui devrait permettre de maintenir une forte utilisation du travail manuel avec traction animale.

#### IV – Les opportunités d'un développement durable

Il faut partir du principe que le marché n'est pas en mesure d'assurer l'optimum lorsqu'il s'agit du développement rural et qu'il est générateur d'effets secondaires négatifs qui doivent être pris en considération. La question environnementale doit également faire douter du fait que le marché seul soit en mesure de régler un certain nombre de problèmes liés aux ressources naturelles et qu'une voie de développement progressif est possible (Conway, 1993). L'idée de base de la durabilité : est-ce que le développement économique doit être dirigé par des objectifs écologiques et sociaux.

L'économie planifiée n'a pas été en mesure d'exploiter les ressources avec la même intensité que dans les pays occidentaux. L'agriculture était loin du modèle productif adopté dans les pays industrialisés. Aussi le milieu rural est moins pollué. On peut le constater ci-dessous en comparant les niveaux d'utilisation des engrais.

Figure 3. Utilisation des engrais en matière active par unité (ha) de terre labourable (1961-1986)



Source : Institut des Sols, Tirana, 1995.

De surcroît, au cours des dernières années l'utilisation des engrais chimiques a chuté sensiblement. En 1993, leur utilisation était estimée à environ 46 000 tonnes (Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, 1994), contre 366 000 tonnes en 1986, soit huit fois moins ! En 1994, l'utilisation a repris pour atteindre 80 000 tonnes (dont 36 000 ont été importées). L'utilisation de 1995 et les prévisions pour 1996 indiquent pourtant que cette reprise ne se poursuivra pas à ce rythme. En effet, les prix sont élevés et les ressources financières des agriculteurs relativement faibles.

Les observations faites à l'échelle nationale (Ministère de l'Agriculture et IFDC) en 1994 montrent qu'en zone de plaine les engrais minéraux sont utilisés en association avec la fumure organique, alors que dans les zones de montagne la fumure est l'amendement principal.

En 1989, 3,8 millions tonnes d'engrais organiques ont été utilisées, contre 5,8 millions tonnes en 1994 (+50%). La fertilisation organique est donc déterminante dans le bilan des matières nutritives à l'échelle nationale. La situation est identique pour les pesticides et d'autres intrants polluants en agriculture. En 1994, l'utilisation totale des pesticides était estimée à environ 900 tonnes contre 8 000 tonnes en 1989 (Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, 1994). La majorité des agriculteurs albanais peut être considérée comme étant des «agriculteurs biologiques».

Dans l'Union européenne, l'agriculture «biologique» ou «organique» peut être définie par des utilisations limitées des principaux engrais chimiques et pesticides. Ce mode de production s'appuie sur un certain nombre de techniques et de pratiques culturales qui permettent une protection de l'environnement afin d'assurer le «développement d'une agriculture durable».

Du point de vue des parts de marché, on admet qu'actuellement les produits biologiques occupent 0,5% de l'ensemble des produits agricoles de l'Union. Les produits les plus achetés sont les fruits, les légumes et les céréales. Viennent ensuite les huiles, les vins et les produits de l'élevage. Les études de marché montrent que les perspectives sont en général bonnes, puisqu'on prévoit qu'en l'an 2000, selon les réglementations actuelles, 2,5% des produits seront «organiques» (Commission Européenne, 1995).

Selon Lamplin (1992), le nombre des exploitations qui utilisent des techniques organiques a doublé dans l'Union de 1987 à 1992. On compterait actuellement 15 000 exploitations cultivant environ 400 000 ha, cette superficie ayant été multipliée par quatre au cours de la même période de référence (Commission Européenne, 1995). L'agriculture organique n'est donc pas seulement une bonne idée, mais elle est également économiquement attrayante.

Les techniques organiques renchérissent le prix des produits, en raison de rendements généralement plus bas, d'une mécanisation inférieure, de problèmes de transformation, d'emballage et de marché de détail... Sur les marchés européens, les prix de vente au consommateur permettent cependant de couvrir ces coûts supplémentaires. Le prix de détail pour les produits organiques est en moyenne de 30-35% plus élevé comparé aux produits non organiques (Lampkin, 1990).

La nouvelle politique agricole commune (PAC), l'intérêt grandissant pour les thèmes environnementaux et la demande croissante des consommateurs pour des produits sains et de haute qualité, semblent devoir garantir à l'agriculture biologique un brillant avenir dans l'Union Européenne (Commission Européenne, 1995). Elle restera pourtant de taille modeste comme une sorte de «diversification» de l'agriculture conventionnelle, utile notamment dans les zones où les conditions naturelles rendent moins applicable le modèle productiviste (notamment les zones de montagne et certaines zones méditerranéennes). Dans ces zones, l'agriculture organique peut permettre de produire à bon prix des produits de qualité, avec des rendements inférieurs et des techniques moins intensives.

L'agriculture albanaise dispose de certains avantages pour développer une stratégie d'agriculture durable. Cette direction ne viendra pas de la pression des consommateurs comme dans les pays européens, mais d'abord de la tradition et de l'expérience des agriculteurs qui, il y a peine 30 ans, travaillaient de façon «organique». Les prix relativement élevés des intrants et des fertilisants non produits sur l'exploitation constituent également un facteur favorable. Signalons également que, dans les zones rurales, la main-d'oeuvre est abondante et à bon prix, alors que le travail est décisif dans les méthodes d'agriculture biologique.

La taille et la structure des familles paysannes, réservoir de travail, est aussi un avantage comparatif non négligeable par rapport aux pays industrialisés.

Étant donné que le marché de l'Union Européenne est ouvert à ces produits provenant de pays tiers et les caractéristiques actuelles de la production agricole albanaise, il n'est pas déraisonnable de penser que l'agriculture biologique pourrait occuper au moins 10% du secteur. Il faudrait pour rendre ce développement durable possible qu'une réflexion s'engage sur ce thème et que les mesures appropriées de soutien aux agriculteurs et aux labels soient mises en place.

## Références

- **Agency for International Development (AID)** (1990). *Information message on sustainable agricultural development*. US Department of State, February.
- **Albania. Ministry of Agriculture and Food** (1994a). *Agricultural production in Albania*. Socioeconomic survey, 1993-1994.
- — (1994b). *Agricultural and food statistics of Albania*, 1993.
- **Albania. Ministry of Health and Environmental Protection** (1993). *Report on environmental situation in Albania: national environmental action plan*.

- **Albania. Ministry of Economy** (1991). Statistical yearbook of Albania, 1991.
- **Albania Center for Foreign Investment Promotion (ACIP)** (1995). *Albania a growing country*, Report.
- **Barbier, E.B.** (1987). The concept of sustainable economic development. *Environmental Conservation* 14 (no. 2).
- **Belalla, S. ; Qimili, B.** (1995). *Mbrojtja dhe menaxhimi i mjedisit ne disa zona te Shqiperise*. Studim i pa publikuar, Tirana.
- **Begemann, F.** (1995). *Plant genetic resources in Albania*. Report, FAO, Rome.
- **Bromley, D.W.** (1991). *Environment and Economy: Property rights and public policy*. Basil Blackwell, Oxford.
- **Canco, G. et al.** (1995). *Fragmentimi dhe konsolidimi i tokes ne Shqiperi*. Studim i pa publikuar, Tirana.
- **Ciunices-Ross, T. ; Hildyard, N.** (1992). *The politics of industrial agriculture*. Earthscan Publications LTD, London.
- **Conway, A.** (1993). Concluding reflections. In: *Revitalizing the rural economy. How can it be done?*. Cuddy, M ; Cinmeide, M.O. and Owens, M. (editors).
- **Dentchev, R.** (1992). A must in time of environmental protection and sustainable development of agriculture. *Medit*, n° 4, Ciheam.
- **European Commission** (1994). *Organic farming. 2/94*, Green Europe, Brussels.
- **Lampkin, N.** (1990). Organic farming. *Farming Press Books*, UK.
- **Lorenconi, G.** (1930). *Çeshtja agrare Shqiptare*, Shtyp. "Mbrothesija", Kristo, P. ; Luarasi, Tirana.
- **Murdoch, J. ; Ward, N. ; Lowe, P.** (1992). *Rural sustainable development. A socio-political perspective on the role of agriculture*. Paper presented at the seminar held in Chania (Crete, Greece), October 20-22, CERES.
- **Ploeg, J.D. , van der** (1992). *The reconstruction of locality technology and labor in modern agriculture in Marsden*. Lowe, P. and Whatmore, S. (eds.), Labor and locality: Uneven development and the rural labor process, London, David Fulton.
- **Ploeg, J.D. , van der ; Sacomandi, V.** (1993). *On the impact of endogenous development in agriculture*. Paper presented at the seminar held in Assisi, Italy, October 25-27.
- **Rural Development Consultants Company, Lausanne (AGRISWISS)** (1994). *A development strategy for the Mountain Areas*.
- **Selenica, T.** (1927). *Shqiperia ne 1927*. Shtypshkronja Tirana, 1928, Tirana.
- **Siardos, C.G.** (1994). Sustainable agriculture and agricultural development. *Medit*, n° 1.
- **World Bank** (1992). *An agricultural strategy for Albania*.
- — (1994). *Albania building a new economy*. Report.
- **Xhuvell, L et al.** (1995). *Plant genetic resources in Albania*. Report, Tirana.
- **Youngberg, G. ; Buttel, F.H.** (1984). *Organic farming: Current technology and its role in a sustainable agriculture*. ASA special publication, No. 46, Madison.

